

Quels leviers pour une croissance autre et durable ?

LES BESOINS DES CONSOMMATEURS SONT PASSÉS DE L'“AVOIR PLUS” AU “VIVRE MIEUX ET AUTREMENT”, ÉVOLUTION IRRÉVERSIBLE QUI STRUCTURE LES ENJEUX D'UNE ÉCONOMIE OÙ LA COMPÉTITIVITÉ, LA CROISSANCE ET L'EMPLOI DÉPENDENT DE LA CAPACITÉ DES ENTREPRISES À DÉLIVRER UNE OFFRE RÉPONDANT À CES BESOINS IMMATÉRIELS (SANTÉ, SÉCURITÉ, SAVOIR-ÊTRE ET ÉTHIQUE, GAINS DE TEMPS, DÉVELOPPEMENT DURABLE, CONFIANCE...) AVEC DES ACTIFS IMMATÉRIELS.

Les entreprises de services en sont convaincues. La Commission Innovation et Immatériel du GPS publie 35 propositions opérationnelles pour actionner ces leviers d'une croissance autre pour une performance durable : 20 bonnes pratiques pour dynamiser le capital immatériel des entreprises et 15 pistes pour une politique de l'immatériel.

Créer de la valeur long terme en construisant une relation co-créative avec les clients et les parties prenantes (4 propositions) pour structurer des liens de confiance avec l'écosystème de l'entreprise. Activer l'innovation au cœur du dispositif de compétitivité : capitaliser sur la créativité interne et celle des communautés externes, sous condition d'une amélioration des dispositifs du crédit d'impôt recherche et de la propriété intellectuelle (6 propositions). Optimiser le potentiel des systèmes d'information (8 propositions) : cartographier, mesurer et évoluer vers un reporting extra-financier de la valeur immatérielle pour enrichir la communication aux marchés. Le temps des entreprises est arrivé, celui où les consommateurs exigent des valeurs au-delà des marques. Notoriété, image et réputation deviennent des actifs

stratégiques valorisables (5 propositions). Quand les valeurs font la valeur, le capital humain, s'il est aligné avec la stratégie (11 propositions), est au cœur de cette dynamique des comportements professionnels optimisés par l'efficacité collective.

Si l'économie de l'immatériel figure au cœur de la stratégie de l'Europe de la connaissance, le bilan est pour l'instant mitigé et l'Europe accuse un retard dans ses objectifs d'innovation. L'UE reste distancée par les Etats-Unis pour le nombre de brevets déposés ou les exportations de produits high tech. Les pays émergents, BRIC particulièrement, ont intégré ces enjeux et accélèrent leurs efforts dans l'immatériel : à titre illustratif, l'analyse comparée (Banque mondiale) de la répartition et de l'investissement en capital humain dans le monde est édifiante avec BRIC enregistrant 21,1% du capital humain mais 34,1% de l'investissement, l'Europe se situant respectivement à des taux de 16%. Certains pays du Moyen-Orient misent sur l'immatériel en engageant une démarche pro-active pour s'y constituer un patrimoine national (achat de licences de marques publiques telle que le Louvre ou la Sorbonne) à la ressource d'une richesse en matières premières non renouvelables désormais limitée.

Les enjeux macro-économiques sont considérables : en France, jusqu'à 1% de croissance potentielle. Se mobiliser pour exploiter ces nouveaux gisements de richesse et d'emploi autour d'une politique coordonnée de l'immatériel devient une nécessité. D'où la 35^e proposition : pourquoi pas un Secrétariat d'Etat à l'Economie de l'Immatériel et de la Connaissance ? ♦

maandrieux@deloitte.fr



Marie-Ange Andrieux

DIRECTEUR DES PARTENARIATS
DELOITTE
Co PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
GPS INNOVATION
ET IMMATÉRIEL

35 propositions opérationnelles du GPS

PARTIES PRENANTES

- 1 → Identifier les parties prenantes
- 2 → Évaluer les relations avec les parties prenantes
- 3 → Piloter la relation avec les parties prenantes
- 4 → Communiquer en interne sur le management de la relation avec les parties prenantes

CAPITAL HUMAIN

- 5 → Déployer un référentiel commun en matière de gestion sociale et de prévention
- 6 → Mettre en perspective l'engagement sociétal
- 7 → Créer un partenariat social stratégique
- 8 → Valoriser les pratiques de gestion des connaissances de l'entreprise
- 9 → Développer des systèmes de motivation et de rétribution des performances collectives
- 10 → Accroître le rôle des comités de rémunération
- 11 → Faciliter l'approche technique des modes de rémunération
- 12 → Développer un dispositif stratégique de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- 13 → Développer des communautés professionnelles au sein de l'entreprise
- 14 → Favoriser l'initiative et la créativité par une ingénierie de la collaboration
- 15 → Mettre l'innovation et la créativité au cœur des activités de l'entreprise

ORGANISATION & SYSTÈMES D'INFORMATION

- 16 → Définir un référentiel homogène du capital immatériel, au niveau national par les pouvoirs publics
- 17 → Développer des programmes de formation et de recherche dans l'enseignement supérieur
- 18 → Encourager les entreprises à investir dans la R&D

- 19 → Encourager les PME à utiliser leurs systèmes d'information comme leviers de performance
- 20 → Développer et enrichir le reporting des entreprises en matière de capital immatériel
- 21 → Promouvoir l'analyse de la valeur SI et de la valeur organisationnelle
- 22 → Désignation de correspondants "capital immatériel" pour les SI
- 23 → Développer des espaces de benchmarking entre Directions des SI et entre Directions de l'Organisation

ENJEUX JURIDIQUES, FISCAUX ET COMPTABLES

- 24 → Étendre le taux réduit d'impôt sur les sociétés au titre de la propriété intellectuelle
- 25 → Étendre le report d'imposition des apports en société de brevets par un inventeur à tous les autres actifs incorporels
- 26 → Pérenniser les dépenses de brevet dans l'assiette du CIR, et augmenter le taux
- 27 → Généraliser la suppression de la retenue à la source sur les redevances lors des renégociations de conventions fiscales
- 28 → Prévoir un amortissement dérogatoire sur une durée de 15 à 20 ans pour l'acquisition d'incorporels
- 29 → Améliorer la valeur économique des droits d'auteur

NOTORIÉTÉ, IMAGE, RÉPUTATION, MARQUES

- 30 → Mesurer la réputation
- 31 → Suivre la réputation
- 32 → Rendre tangible la réputation
- 33 → Piloter la réputation
- 34 → Valoriser la réputation
- 35 → Créer un Secrétariat d'État à l'économie de l'immatériel

Au cours de l'année qui va suivre, nous développerons l'intégralité des 35 propositions. ♦